

option

BULLETIN D'INFORMATION
supplément à la revue
ALIKHTIAR ATHAOURI

MAROC

« miner les fondements mêmes de l'impérialisme par l'accroissement de la solidarité des trois continents : Afrique, Asie, Amérique Latine, et l'action conjuguée de toutes les forces progressistes dans le monde. »

Mehdi BEN BARKA

OPTION REVOLUTIONNAIRE : un approfondissement des acquis
===== de l'Union Nationale des Forces Populaires

En 1962, le camarade Mehdi Ben Barka rédigeait pour le 2^o congrès de l'UNFP un rapport d'orientation, sous le titre : OPTION REVOLUTIONNAIRE AU MAROC. Ce rapport définissait d'une manière claire et approfondie une alternative révolutionnaire pour le Parti.

Sous la pression des dirigeants réformistes, ce rapport ne sera pas présenté au congrès et ne verra le jour qu'en 1965, après l'enlèvement et l'assassinat de notre grand dirigeant Mehdi Ben Barka.

Quatorze ans après, en 1975, ces mêmes dirigeants réformistes (et à leur tête A. Bouabid) prennent l'initiative de convoquer un congrès extraordinaire qui imposera un changement d'orientation dans le cadre de la compromission avec le pouvoir, sous couvert "d'unanimité nationale".

Ce changement d'orientation (accompagné d'ailleurs du changement du nom du parti qui devient Union Socialiste des Forces Populaires) constitue une négation évidente des acquis des nombreuses années de lutte contre le régime réactionnaire et ses alliés impérialistes.

Les militants de base organisèrent la riposte. Ainsi, au lendemain du "congrès extraordinaire", paraît un organe en langue arabe dont le titre est directement inspiré du rapport de Mehdi Ben Barka : OPTION REVOLUTIONNAIRE. Cet organe porte-parole du courant de base, prend à son compte la défense des acquis du parti et leur approfondissement, en vue de la construction d'un instrument révolutionnaire à la hauteur des aspirations de la classe ouvrière et de l'ensemble des masses populaires marocaines.

Ce courant de base multiplie les initiatives pour combattre la politique réactionnaire du pouvoir et contrecarrer l'orientation réformiste du Bureau politique de l'USFP. Il renforce ses positions politiques et organisationnelles et réussit à s'imposer au dernier congrès (décembre 1978) en tant que force organisée, aux choix politiques et idéologiques clairement définis (voir revue de presse relative à ce congrès en page).

Le présent Bulletin d'information s'efforcera de faire connaître à l'ensemble de l'opinion démocratique internationale les choix politiques de notre mouvement et les luttes menées par les masses laborieuses au Maroc contre le pouvoir réactionnaire, pour l'instauration d'une démocratie véritable et pour une libération nationale authentique.

"PAIX SOCIALE" ET LUTTE DES TRAVAILLEURS

Malgré les appels à la "paix sociale", les campagnes d'intimidation et de repression, le pouvoir n'a pu entamer la combativité des masses laborieuses, qui ont exprimé à diverses reprises leur mécontentement et leur refus de la politique d'austérité qui veut faire payer le prix de la crise aux travailleurs.

En effet, l'économie essentiellement axée sur l'importation des biens d'équipements et de produits manufacturés, se trouve aujourd'hui, en crise - une crise structurelle et non conjoncturelle comme le pouvoir s'évertue à vouloir le faire croire - étant donné son inféodation croissante au marché impérialiste.

Ainsi, la Loi des Finances 1978, autrement dit le Budget de l'Etat pour l'année 1978, a été placée sous le signe de "l'austérité", qui frappe de plein fouet les classes laborieuses et n'entame en rien les intérêts de la féodalité et des compradores. Quelques chiffres démontrent mieux que tout commentaire, le degré de la crise. La croissance du P.N.B. est tombée de 8,50 % en 1976 à 1,30 % en 1977. Le déficit commercial a doublé entre 1976 et 1977, pour atteindre quelques huit milliards de dirhams. En 1976, les salaires sont bloqués et les produits alimentaires de base connaissent une augmentation de l'ordre de 40 % en un an (1976-1977).

La loi des Finances 1978 réduit du tiers les investissements par rapport à 1977. L'application du Plan Quinquennal est d'abord retardée de un an, puis remplacée par un Plan Triennal de "redressement".

En plus de la taxation des revenus des travailleurs et l'aggravation des impôts indirects par l'augmentation des prix des produits de base, le pouvoir recourt à l'emprunt forcé de un milliard de dirhams (1DH = 1 FF) qu'il nomme : emprunt du Sahara. Une fois encore, il met en branle tous les moyens pour mettre à contribution les travailleurs.

Un milliard est bien en deçà de la dette extérieure. D'où les contrats d'emprunts avec les puissances impérialistes, contrats liés le plus souvent à la livraison de matériel et de produits alimentaires, comme c'est le cas avec les USA et qui contribue à enfoncer notre pays dans l'orbite impérialiste. Même l'Espagne avec ses moyens limités, participe à un emprunt de 500 millions de dollars dans un premier temps et à un autre de 254 millions de dollars destiné à l'amélioration des installations portuaires au Sahara.

La crise est bien structurelle et traduit les options que le régime en place s'est choisies : lier l'économie aux intérêts étrangers, en donnant la priorité, sur le plan agricole, à une agriculture d'exportation plutôt qu'une agri-

culture destinée à répondre aux besoins de la population et à l'exportation de matières premières en négligeant totalement la mise en place de bases solides d'une industrialisation à court ou moyen terme. Ajouter à cela, la mainmise totale des Etablissements monétaires internationaux : BIRD, FMI, Banque Mondiale...

Le pouvoir a choisi de mettre toutes les capacités économiques et humaines du pays au service des intérêts impérialistes au niveau national arabe et international (double intervention au Zaïre, préparation militaire des mercenaires impliqués dans le coup de force contre le Bénin, appui de Sadate, accueil du Chah...). D'une part, la répression est érigée en système de gouvernement et "l'ouverture" est pratiquée chaque fois que la nécessité s'en fait ressentir pour camoufler l'arbitraire et l'absolutisme. Tout cela dans le but de sauvegarder les intérêts impérialistes et néocolonialistes et les intérêts de la féodalité et des compradores liés à l'impérialisme.

La riposte des travailleurs est à la mesure de la politique anti-nationale et anti-populaire du régime. Les luttes populaires qui ont été marquées par plusieurs grèves dans tous les secteurs et qui connaissent actuellement un regain d'ampleur en sont la preuve éclatante. Les cheminots ont réussi, à la suite de leur grève héroïque, à arracher une augmentation des salaires de l'ordre de 7,50 %. De même, les travailleurs de la R.A.T.C. ont réussi à imposer à la Direction, la mise en place d'un statut des travailleurs des transports de Casablanca.

La grève des travailleurs des phosphates, des mineurs, celle des enseignants, du personnel hospitalier et les succès remportés sur le plan revendicatif, comme au niveau du renforcement de l'unité des travailleurs, témoignent d'un nouvel élan des masses laborieuses et expriment leur refus absolu du slogan démagogique de "paix sociale" qui, invoquant la question nationale, entend imposer la "trêve" et entamer la combativité des travailleurs.

La création de la Confédération Démocratique du Travail, dont le Congrès constitutif s'est tenu en Novembre 1978, malgré les empiètements de la bureaucratie syndicale et la répression qui a touché certains militants agressés dans la rue par les nervis du pouvoir, traduit donc la volonté des travailleurs de se doter d'un cadre organisationnel à même de coordonner et de populariser leur lutte et constitue un désaveu éclatant de la bureaucratie syndicale qui a monopolisé l'U.M.T. et n'a cessé de réprimer les travailleurs et de détourner leurs luttes.

La levée de l'interdiction de l'U.N.E.M. qui intervient cinq ans après la dissolution arbitraire de la centrale étudiante est une victoire des étudiants et de toutes les forces progressistes, qui n'ont cessé de revendiquer la levée de cette mesure arbitraire, ainsi qu'un enseignement démocratique et populaire qui réponde aux besoins et aux spécificités du pays.

Le regain d'ampleur de l'ensemble des luttes de la classe ouvrière et des masses populaires confirme de manière éclatante, l'échec de la politique du pouvoir et exprime la détermination à faire aboutir leurs légitimes revendications.

CONGRÈS DE L'U.S.F.P.

=====

L'OPTION RÉVOLUTIONNAIRE FACE A L'ORIENTATION REFORMISTE

De l'avis de tous les observateurs, l'ampleur et le sérieux du débat imposé par les militants de base aux dirigeants réformistes, lors du dernier congrès de l'U.S.F.P. et qui a pratiquement remis en cause l'ensemble de la politique officielle imposée au parti par ces mêmes dirigeants de façon anti-démocratique et unilatérale n'a pas de précédent dans l'histoire du parti.

Toutes les questions de fond ont été abordées.

- La compromission avec le pouvoir lors de ses transactions avec l'impérialisme et la réaction mauritanienne au sujet de la question nationale.

- La caution apportée au soi-disant "processus démocratique" en l'absence d'un programme précis et de conditions démocratiques minima.

- Le silence sur l'intervention du régime au Zaïre.

- La position ambiguë (pour le moins que l'on puisse dire) sur la visite de Sadate à Jérusalem et sa trahison évidente de la cause palestinienne et arabe.

- Le choix idéologique de fond ; Est-ce une social-démocratie à la marocaine, ou réellement le socialisme scientifique tel que l'entendent les militants de base ?

L'acuité des débats a permis une démarcation nette au sein du congrès lui-même entre deux courants aux choix idéologiques et stratégiques contradictoires : un courant réformiste et aventuriste représenté par l'actuel bureau politique, et un courant de base fortement attaché à l'orientation progressiste du parti qui a fait de celui-ci plusieurs années durant, le porte-parole des masses laborieuses dans leur lutte implacable contre la féodalité et la domination du capital international.

AFRIQUE-ASIE

N° 178 - JANVIER 1979

LE HUIS CLOS DE L'U.S.F.P.

L'ISOLEMENT SANS CESSER CROISSANT

DE Me BOUABID SE MANIFESTE PAR

LA FRONDE DES MILITANTS DE BASE.

Le IIIème congrès de l'USFP qui s'est tenu du 8 au 10 décembre 1978, a été pour le premier secrétaire, Abderrahim BOUABID, plus éprouvant encore que ne le laissaient prévoir les confrontations, pourtant souvent vives, des congrès régionaux de l'organisation.

Tout au long des débats et des tractations en commissions, en séances plénières ou dans les couloirs, c'est à l'évidence, la question du rôle et du statut du principal dirigeant du parti qui a fait l'objet des controverses les plus animées. Au point qu'en deux occasions au moins, l'intéressé a fini par perdre la tranquille assurance, souvent très affectée, qui lui avait permis durant sa longue carrière politique, de valoriser avantageusement son image de marque. Mais si le congrès a été ainsi punctué par quelques esclandres et empoignades, c'est dans la haute tenue du débat politique imposé par les délégués les plus aguerris que réside l'intérêt principal de cette importante réunion.

Pour réticent que l'on soit, en tout cas à une personnalisation excessive de la vie politique, force est de constater pourtant que Abderrahim Bouabid, dont les initiatives et les choix personnels, tout autant que la nature de ses relations avec le Palais, ont marqué de façon décisive le retour à la vie légale du parti, suscite aujourd'hui, au niveau de bien des secteurs de base, une fronde que les affrontements de ce IIIème congrès, n'ont fait qu'attiser. Il avait d'ailleurs été question, à la veille de ces assises - et nous nous

en étions fait l'écho - de la rentrée d'Abderrahmane Youssefi, qui aurait ainsi pris le relais du 1er secrétaire. Ce projet qui devait faire accéder Abderrahim Bouabid à une présidence plus honorifique qu'effective, aurait permis, semble-t-il, d'amorcer une habile évolution susceptible de contenir contestataires et dissidents.

La présente réserve d'Abderrahmane Youssefi, qui a préféré ajourner, pour quelque temps encore, son éventuel retour d'exil, tout en acceptant de rentrer au Bureau Politique, a mis un terme aux hypothèses et spéculations concernant un effacement progressif de Bouabid.

C'est donc avec la certitude que le premier secrétaire briguerait sans risques un nouveau mandat de leader principal que les délégués du IIIème congrès de l'USFP se sont retrouvés à Casablanca, dans les bâtiments de la Foire communale, située comme devait le rappeler un intervenant, dans une zone charnière où le contraste est si violent entre les villas et les piscines somptueuses de la Corniche et les quartiers populaires de Bourgogne et de l'ancienne Médina. La direction n'avait, en outre, pas lésiné sur les moyens pour faire de ces assises un vaste forum international.

(...)

C'est autour de la question du rapport avec la Cour et le régime monarchique et du débat concernant le renouveau des formes et des modalités des interventions de masse

de l'organisation que se sont affrontés les partisans du bureau politique et l'aile radicale du parti. Que cette dernière ait des sympathies pour Mohamed Basri, surnommé le "F'quih", figure de proue prestigieuse du mouvement patriotique (qui a fait parvenir une lettre aux congressistes), cela est indéniable. Une partie des congressistes a effectivement scandé : "Al-ikhtiar, ikhtiarouna, Al Basri zaïmouna" (l'option est bien la nôtre et Basri notre leader) ; l'option, c'est bel et bien l'option révolutionnaire de Mehdi Ben Barka et c'est aussi le sigle du courant animé par les partisans à l'étranger de Mohamed Basri.

Il serait pourtant dangereux de faire chorus aux allégations de la direction de l'USFP désignant du doigt, avant le congrès, mais surtout au cours et au lendemain de ces travaux, les délégués accusés d'être basristes et sommés de s'expliquer sur la question alibi du travail fractionnel et les autres, il y a plutôt des militants radicaux face à des hommes d'appareil qui ont lié leur engagement au dialogue avec le Palais.

De même qu'il est pour le moins irresponsable de continuer de colporter, comme ont pu le faire certains convives particulièrement choyés, les calomnies concernant les activités conspiratrices de Mohamed Basri, dont la réflexion politique est grossièrement réduite à d'obsessionnelles pulsions subversives. La lecture de sa lettre au congrès suffit à elle seule pour liquider ces malveillantes et perfides appréciations.

Que la revendication de Mohamed Basri -et qui fut aussi celle de l'UNFP puis celle de l'USFP- d'une assemblée constituante et souveraine suscite un réel écho parmi les militants de base, cela n'a rien d'étonnant. Que la question des prisonniers politiques, ceux de l'UNFP, mais aussi ceux de l'extrême gauche, tout autant que le problème des disparitions et des assassinats d'El Abdi, El Manouzi, El Malki, Omar Benjelloun, Zéroual et bien d'autres victimes des spadassins du roi et du colonel Dlimi ou des procureurs à leur solde, soient

brandis avec la force du désespoir par des militants de plus en plus convaincus du marché de dupes passé en leur nom, cela n'est guère surprenant.

Et que, enfin, se trouve posée ouvertement et explicitement la question de la nature de classe du régime, cela est dans la logique de la radicalisation amorcée sous l'impulsion de Mehdi Ben Barka et que les épreuves des épisodes répressifs de 1963, 1965, 1971 et 1972, n'ont fait que renforcer.

Incapable d'endiguer le flot des interpellations et des questions véhémentes posées, ici et là à l'occasion de la préparation du congrès, la direction espérait que la solennité de la circonstance, renforcée par l'aréopage des invités de marque, calmerait les ardeurs des militants les plus aguerris. Sans compter que le spectre, habilement mis en avant, des indiscretions policières risquait effectivement d'intimider un certain nombre d'intervenants. Aussi la direction a-t-elle été prise de court par la revendication de huis-clos qui a été prononcée contre l'avis du bureau politique. Or, c'est bien à la faveur de ce huis-clos que le débat a pu réellement se développer avec franchise et vigueur. L'expédition de l'armée chérifienne au Zaïre, le voyage de Sadate à Jérusalem et la collusion égypto-marocaine concernant la Palestine et le Machrek, le recours du Chah auprès de Rabat en vue d'une médiation (Khomeiny devait par la suite opposer à Hassan II une fin de non-recevoir) ont été autant de thèmes d'interpellations qui ont acculé Bouabid et ses principaux collaborateurs à la défensive. Replacé dans le contexte d'une stratégie de libération effective, la question de Sebta, de Melilla, des Iles Jaafarines et de Gibraltar a bien évidemment été évoquée.

C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer les débats sur l'exigence d'une démocratisation des institutions et de la vie publique. La direction a été ainsi sérieusement battue en brèche sur des points aussi essentiels que les prisonniers politiques, les procédures d'enquête concernant les meur-

tres et les enlèvements politiques, mais surtout à propos de la nature du régime.

Le congrès a en effet, appelé à une transformation de "l'actuelle monarchie makhzénite (et non présidentielle, comme l'ont avancé certains journaux) qui abrite les classes exploiteuses, en une monarchie constitutionnelle, parlementaire et démocratique (...) où le roi exercerait un pouvoir d'arbitrage".

Résolution de compromis, certes, où pointe de façon tout à fait nouvelle l'idéal républicain même si la monarchie (mais réformée) continue à être placée hors du champ des luttes de classe. C'est sans doute, outre la tonalité générale cette partie faisant explicitement référence à la classe oligarchique, du Makhzen, honni pour ses abus, qui a suscité l'ire du roi.

Il n'est nullement exclu que le roi ne se contente pas de ce seul coup de semonce et un éventuel retour de bâton n'est pas impossible. C'est que l'inquiétude du pouvoir est grande face à une organisation qui, malgré les compromis et les concessions de la direction et en dépit des errements sur la question sahraouie, regroupe parmi les dix mille militants les secteurs les plus radicalisés de la jeunesse patriote marocaine. L'appel pressant d'un grand nombre d'intervenants à renouer avec les idéaux maghrébins et arabes de Mehdi Ben Barka, tout autant que la composition de la commission administrative, où figurent une dizaine de jeunes cadres connus pour leur dynamisme et la rigueur de leurs options, indiquent bien que ce huis-clos de l'USFP n'a pas été le one man show escompté de la direction.

LES INQUIETUDES DU POUVOIR.

La réaction du Palais ne s'est pas fait attendre. "Al Moharrir", l'organe central du parti, fut saisi par deux fois pour avoir -c'est un comble- publié la déclaration politique finale. Sa reparution n'a été possible qu'au prix de la concession, très grave de conséquence, de la non publication de la 2ème partie du texte incriminé ; et le commentaire embarrassé de la direction, déplorant que cette initiative ait pu "ternir aux yeux de nos hôtes", la démocratie marocaine, a attisé davantage le légitime courroux des militants.

AD DOUSTOUR

25/12/78 - 7/01/79

PRESENCE DES PARTIS SOCIAUX - DEMOCRATES ET ABSENCE DES PARTIS COMMUNISTES ...

Les travaux du congrès national de l'USFP se sont déroulés dans la grande salle de la Foire de Casablanca, dans une atmosphère particulièrement enthousiaste et animée en présence de 1 067 délégués et 200 observateurs. Les travaux ont pris fin avec l'élection de la commission administrative dont les membres passent de 30 à 62, qui à son tour a élu ou plutôt confirmé les membres du bureau politique, auxquels viennent s'ajouter Yousoufi et Alaoui.

L'élection de la commission administrative et l'élaboration du bureau politique ont retenu l'attention des congressistes. A ces deux occasions, la tendance radicale s'est manifestée avec force.

Au cours de la séance d'ouverture, Bouabid a pris la parole pour lire le rapport politique des quatre dernières années. En politique étrangère, il a insisté sur la question du Sahara, appelant l'Algérie à la coopération en vue de l'unification des régions sahariennes comme premier pas vers l'unification du Maghreb. Il a réitéré le soutien du parti à la révolution palestinienne et à la révolution érythréenne.

(...)

Malgré la tonalité enthousiaste du rapport politique, la salle a repris des mots d'ordre tels "ni réformisme, ni réaction, une direction révolutionnaire", mots d'ordre qui ne figuraient pas sur la liste distribuée aux congressistes.

Les commissions ont ensuite entamé leurs travaux, les plus importantes étant la commission des candidatures et la commission poli-

tique. C'est la commission des candidatures qui a élaboré la liste des membres de la commission administrative présentée au congrès(..)

"Ad-doustour" a appris que des difficultés ont surgi au niveau de la représentation des provinces et des sections. A titre d'exemple, la "jeunesse ittihadia" (qui, compte tenu de son importance, exigeait 30 délégués), s'est vue attribuer 3 délégués. La jeunesse a alors décidé de boycotter le congrès. On peut dire cependant que les éléments radicaux se sont affirmés. Un certain nombre siège dans la commission administrative.

"Ad-doustour" a appris, par ailleurs, que Bouabid serait intervenu personnellement pour imposer les candidats de son choix, tels que Jaddaoui et Karchaoui, qui, désavoué unanimement dans sa section, participe au congrès au titre d'ancien membre de la commission administrative.

"LES QUESTIONS"

La confrontation au sein de la commission politique a pris une tournure plus nette. Des questions aussi brûlantes que "le processus démocratique", les relations avec la 2ème internationale, les positions sur Mohamed Basri, les relations avec "Alikhtiar Athaouri" (Option révolutionnaire), la position des dirigeants sur l'expédition militaire au Zaïre, sur l'i-

initiative de Sadate, le rapport idéologique adopté lors du congrès extraordinaire...

Les dirigeants ont affirmé qu'il n'y avait pas de relation privilégiée avec la deuxième internationale et que l'USFP a assisté à diverses réunions socialistes de manière à ne pas laisser un vide que les ennemis de l'intégrité territoriale ne manqueraient pas d'exploiter.

Jabri a ajouté que les relations que l'USFP entretient avec la deuxième internationale ne diffèrent pas de celles qu'il a avec les autres partis communistes d'Europe occidentale. Il faut rappeler à cet égard, que le parti communiste français et le parti communiste espagnol n'ont pas assisté au congrès ; tandis que Soarès, secrétaire du parti socialiste portugais était présent. "Al Mouharrir", organe de l'USFP a donné grand écho à la visite impromptue de Monsieur Rocard, secrétaire national du parti socialiste et porte-parole de l'orientation droitière au sein de celui-ci.

C'est sans aucun doute, les relations avec Basri et "Alikhtiar Athaouri" (option révolutionnaire), qui ont fait l'objet des plus vives discussions. Basri a adressé une lettre aux congressistes, dans laquelle il exprimait son point de vue sur le congrès, notant qu'il n'avait pas reçu d'invitation et appelant à l'instauration d'un débat démocratique au sein du parti.

"Ad-doustour" a appris qu'une motion interne, élaborée par la commission politique reconnaît l'existence de deux courants au sein du parti et recommande l'ouverture d'un débat entre ces deux courants.

"LE RAPPORT POLITIQUE"

La commission politique a élaboré un rapport politique, sensiblement différent du rapport

présenté par Bouabid au cours de la séance d'ouverture et qui, aux dires d'un membre de la commission reflète le point de vue de tous les congressistes.

Le rapport souligne que les choix anti populaires et anti démocratiques, mis en pratique par les gouvernements depuis 18 ans ont fait faillite dans tous les domaines. Le plus significatif dans le rapport politique est la revendication d'une refonte totale de la constitution qui transformerait "l'actuelle monarchie makhzéniste" en "Etat constitutionnel et démocratique".

Par "monarchie makhzéniste", il faut entendre "monarchie féodale, autocratique". Le rapport a exigé la réforme de l'appareil administratif et sa neutralité par l'instauration d'une démocratie véritable.

Les autorités ont interdit la publication du rapport et "Al mouharrir", l'organe du parti, a été censuré deux jours de suite. La police a investi les locaux du journal. La direction a reporté la publication du rapport et s'est bornée à enregistrer cette atteinte aux libertés démocratiques qui ternit l'image de marque du Maroc aux yeux des invités étrangers qui ont apprécié l'expérience en cours au Maroc.

Des militants s'opposent à la parution du journal sans le rapport politique, se refusant à faire toute concession dans ce domaine ; tandis que certains dirigeants appellent à la sagesse et se gardent de provoquer les autorités, arguant du fait qu'ils mettraient en oeuvre tous les moyens pour persuader le pouvoir de revenir sur sa décision.

LE CHAH AU MAROC :

=====

UN DEFI AU PEUPLE MAROCAIN !

Le peuple iranien vient de remporter une victoire éclatante en renversant la monarchie Pahlavi et en mettant en échec tous les plans impérialistes qui visaient à perpétuer l'ordre ancien sous d'autres formes...

Contraint de fuir la vindicte populaire, le Chah trouve tout naturellement refuge chez le régime marocain, son allié naturel...

Dernièrement, Mobutu, dont le régime corrompu et anti-populaire, chancelait sous les coups portés par les masses populaires, était venu chercher aide et soutien auprès de ce même régime marocain. Des centaines de soldats marocains stationnent encore au Zaïre pour prévenir une énième tentative contre le régime de Mobutu...

Le traître Sadate, de retour de Camp David, sollicite au passage à Rabat, la caution et l'aval du régime de Hassan II au complot visant la liquidation des droits du peuple palestinien...

Auparavant, les sionistes Rabin et Dayan l'y avaient précédé pour la mise au point des détails techniques de la visite de Sadate à Jerusalem...

En remontant un peu plus loin dans le temps, on découvre que Hassan II a toujours été l'hôte des réactionnaires de tous poils : franquistes, salazaristes, sionistes mercenaires (pour le renversement du régime béninois), sans oublier l'accueil réservé aux truands qui ont participé à l'enlèvement et à l'assassinat de Mehdi Ben Barka. Sans oublier non plus les émirs du Golfe qui s'adonnent à la spéculation et à la débauche en toute impunité...

Notre pays est en train de devenir, par le bon vouloir d'un despote, un dépotoir et un terrain de prédilection de tous les réactionnaires vomis par l'humanité...

Cette politique de "portes ouvertes" à tous les réactionnaires et despotes déçus, le soutien apporté au complot impérialiste, sioniste et réactionnaire pour liquider les droits du peuple palestinien, l'intervention militaire en lieu et place de l'impérialisme contre les peuples en lutte, montrent, si besoin en est, l'inféodation intégrale du régime marocain à l'impérialisme, au sionisme et à la réaction...

Les grèves de protestations contre le séjour du Chah au Maroc, dont l'université marocaine a été le théâtre, la journée nationale de solidarité avec le peuple palestinien, déclenchée récemment, sont l'expression du refus de notre peuple de voir son pays devenir la plaque tournante des complots impérialistes contre les intérêts des peuples en lutte.

L'AGRESSION CHINOISE CONTRE LE VIETNAM

Avec les craintes et les dangers qu'elle fait peser sur la lutte anti-impérialiste, l'agression chinoise contre le Vietnam a semé le désarroi chez tous les militants progressistes et révolutionnaires.

Depuis longtemps, la Chine s'est tracée une stratégie basée essentiellement sur l'affrontement avec l'U.R.S.S. C'est dans ce cadre qu'il faut placer le soutien apporté par la Chine aux régimes les plus odieux : Pinochet, Mobutu, Chah ; le soutien apporté à l'ASEAN (l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est), l'amélioration des relations économiques et politiques avec les U.S.A. et le Japon, ainsi que les dernières propositions de Deng-Xiao-Ping visant la création d'un pacte de défense sino-américano-européen.

C'est dans ce cadre aussi qu'intervient l'agression contre le Vietnam, coupable à ses yeux, d'être responsable de la chute du régime cambodgien de Pol-Pot.

Les causes sont ailleurs. La Chine a toujours avancé comme justification la volonté du Vietnam de mettre sur pied une fédération qui regrouperait le Laos, le Cambodge et le Vietnam, sous la complète domination de ce dernier qui, allié inconditionnel de l'URSS, favoriserait ses "prétentions hégémonistes".

Le Vietnam, quant à lui, a toujours mis l'accent sur la solidarité militante entre les peuples indochinois, qui a joué un rôle décisif dans la victoire contre l'impérialisme. Seule la poursuite de cette solidarité peut sauvegarder et renforcer les conquêtes révolutionnaires dans cette région.

Partant de la nécessité de "contenir l'hégémonisme soviétique", la Chine a accru ses provocations aux frontières vietnamiennes, par Cambodge interposé. La menace d'une agression généralisée contre le Vietnam devenait chaque jour plus évidente. C'est alors que les vietnamiens ont apporté un large soutien aux forces progressistes opposées au régime de Pol-Pot. Ils ne s'en cachent d'ailleurs pas...

Il reste donc que les justifications d'une fédération indochinoise inféodée à l'URSS, sont non avenues.

Que signifie le soutien apporté par la Chine à l'ASEAN ? la proposition d'un pacte sino-américain ? ... sinon l'avènement d'une hégémonie au service de l'impérialisme...

N° 1

MARS 1979

----- SOMMAIRE -----

- p. 1 - OPTION REVOLUTIONNAIRE : un approfondissement des acquis de l'Union Nationale des Forces Populaires (U.N.F.P.).
 - p. 2 - "Paix sociale" et lutte des travailleurs.
 - p. 4 - Congrès de l'U.S.F.P. : L'option révolutionnaire face à l'orientation réformiste.
 - p. 5 - AFRIQUE - ASIE : Le huis clos de l'U.S.F.P.
 - p. 8 - AD-DOUSTOUR : Présence des partis sociaux-démocrates et absence des partis communistes.
 - p. 10 - Le Chah au Maroc : Un défi au peuple marocain.
 - p. 11 - L'agression chinoise contre le Vietnam.
-